



# OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

---

---

## TURBULENCES POLITIQUES RÉGIONALES : LA TURQUIE PRISE AU PIÈGE ?

27 NOVEMBRE 2014, PARIS

AUTOUR DE

**KADRI GÜRSEL**

*Editorialiste au quotidien Milliy*

ET

**ANNE HAGOOD**

*Chercheure à l'Institut de recherche sur le Moyen-Orient (MERI), Erbil-Irak*

ANIMÉ PAR

**DIDIER BILLION**

*Directeur adjoint de l'IRIS*

---

Compte-rendu du 11<sup>e</sup> séminaire organisé le 27 novembre 2014 à Paris avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie.

*Ce texte est reproduit avec l'aimable autorisation de la DAS.*



## TURBULENCES POLITIQUES RÉGIONALES : LA TURQUIE PRISE AU PIÈGE ?

*Compte-rendu du 11<sup>e</sup> séminaire organisé le 27 novembre 2014 à Paris, avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie.*

AUTOUR DE

**Kadri GÜRSEL** / Editorialiste au quotidien Milliy

**et Anne HAGOOD** / Chercheure à l'Institut de recherche sur le Moyen-Orient (MERI), Erbil-Irak

ANIMÉ PAR

**Didier BILLION** / Directeur adjoint de l'IRIS

### **PROPOS LIMINAIRES - Didier Billion**

Depuis plusieurs mois, il est de bon ton, chez de nombreux commentateurs, d'ironiser, de s'inquiéter pour certains, sur les évolutions de la politique extérieure de la Turquie. L'angle d'attaque de ces critiques est inmanquablement de souligner la forte contradiction qui existe entre les déclarations passées, maintes fois répétées, de Ahmet Davutoğlu, alors ministre des Affaires étrangères, sur le « zéro problème avec nos voisins » et la réalité actuelle de cette assertion.

On peut ainsi constater que la Turquie est fréquemment vilipendée par de nombreux médias occidentaux pour son « double » ou « triple jeu » à l'égard de l'organisation État islamique / Daesh, et des combats qui se poursuivent autour de Kobané depuis la mi-septembre. La Turquie est ainsi sommée d'organiser une opération terrestre pour sauver la ville alors que,

dans le même temps, aucun des membres de l'hétéroclite coalition anti-djihadiste ne veut mettre en œuvre une telle action. Une nouvelle fois, l'incapacité des acteurs régionaux et internationaux à se doter d'objectifs de long terme les enferme dans leurs contradictions et les contraint à réagir au coup-par-coup. Le défi pour la Turquie n'est alors pas tant qu'elle joue un hypothétique double ou triple jeu mais qu'elle est prise dans le piège de la gestion du dossier syrien dans lequel elle s'est enfermée.

En effet, nous le savons, des liens tacites ont visiblement été établis avec les groupes djihadistes, tels le Front Al-Nosra et Daesh. Cette posture ne peut se comprendre que par **l'obsession du gouvernement turc, depuis l'été 2011, à faire tomber le régime de Bachar al-Assad**. Cet objectif, le même donc que la plupart des États occidentaux, a entraîné la politique extérieure de la Turquie sur un terrain pour le moins dangereux car, dans les relations internationales, les ennemis de nos ennemis ne sont pas toujours nos amis et, sur ce point, Ankara a commis une erreur. C'est pourquoi, les erreurs commises depuis plus de trois ans et demi quant à l'appréciation et la gestion de la crise syrienne ont été multiples. Ankara, pas plus que Paris, Washington ou Londres n'a été capable d'évaluer précisément la réalité des rapports de forces en Syrie et de comprendre les dynamiques entre le pouvoir baasiste et les différentes composantes de la société syrienne. La différence est que la Turquie se trouve sur la ligne de front.

Les positions politiques promues par Ankara sur le dossier syrien, de par leur radicalité, ont entraîné la Turquie sur une ligne politique dont on peut considérer qu'elle est contraire à ses intérêts nationaux. D'autant que n'est probablement pas absente des préoccupations du gouvernement turc la volonté de constituer un axe sunnite, en d'autres termes la tentation de confessionnaliser, sur ce dossier, la politique extérieure du pays. La complaisance à l'égard des groupes djihadistes est ainsi devenue problématique, d'autant que, depuis maintenant plusieurs mois, leur affirmation les a rendus incontrôlables.

La tâche est, certes, terriblement difficile, puisque déterminée par **un second paramètre essentiel : la question kurde**. Sur ce dossier aussi, les raccourcis développés sont confondants. Ainsi, la Turquie est fréquemment présentée comme organisant une politique antikurde. Or cette appréciation ne correspond pas à la complexité de la réalité. Il n'y a pas une position turque fondamentalement antikurde. Ainsi, peut-on constater, depuis de

nombreuses années, d'étroites coopérations, économique, politique, culturelle entre Ankara et la Région autonome du Kurdistan d'Irak. À ses débuts, l'autonomisation progressive des Kurdes d'Irak fut, certes, très mal perçue. Toutefois Ankara est devenue, dès 2005-2006, le principal partenaire commercial de cette entité kurde (à titre d'exemple, 70% des importations irakiennes de produits turcs sont le fait de la province kurde) et de plus en plus d'entreprises turques y investissent. *A contrario*, il est évident que les autorités turques voient d'un œil inquiet l'incontestable montée en puissance du PKK et de sa projection syrienne, le Parti de l'union démocratique (PYD). Les exigences des puissances occidentales vis-à-vis d'Ankara pour qu'il apporte un soutien aux combattants du PKK parti toujours classé dans la liste des organisations terroristes par les mêmes puissances occidentales, ne sont pas recevables par la Turquie. C'est pourquoi il ne s'agit pas, là non plus, ni de double ou de triple jeu, mais de la crainte de voir une entité autonome kurde dirigée par les épigones du PKK se cristalliser dans le Nord de la Syrie. Sur ce dossier aussi, c'est par l'initiative politique que cette délicate situation pourra se débloquer. Un processus de négociation avec le PKK a été initié par les autorités turques il y a maintenant plus de deux ans. Pour de multiples raisons, il n'a pas, à ce jour, été mené à son terme. Il n'y a probablement rien de plus urgent que de le réactiver pour qu'un compromis politique puisse être mis en œuvre entre les autorités politiques d'Ankara et le PKK. C'est à cette condition que la question kurde, le plus important défi politique actuel de la Turquie, pourra enfin prendre la voie d'un règlement acceptable par les différentes parties.

### **SYNTHÈSE DES THÈMES ABORDÉS PAR ANNE HAGOOD**

Jusqu'à l'été 2014, les relations entre la Turquie et le Gouvernement régional kurde (GRK) étaient plutôt bonnes si on les compare avec celles entretenues entre Bagdad et Ankara, ou Bagdad et Erbil. Ce partenariat constituait pour le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), une relation stratégique essentielle pour le renforcement de l'autonomie du Kurdistan irakien, ainsi que pour contrebalancer l'influence de l'Iran, plus proche pour sa part de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Cependant, l'intensité de ces relations a probablement été surestimée par les dirigeants kurdes et les observateurs, ce qui est clairement apparu lorsque la Turquie a refusé de soutenir militairement Erbil dans sa lutte contre l'organisation État islamique. Pour le GRK, cette situation nouvelle l'oblige à chercher de nouveaux partenaires susceptibles de l'appuyer au-delà des seules relations commerciales et politiques.

### **Perspectives historiques des relations Turquie – Kurdistan irakien**

Entre 1990 et 2007, les relations entre la Turquie et le Kurdistan irakien furent dominées par une méfiance mutuelle. En Turquie, l'armée gérait le dossier et appliquait une politique sécuritaire afin d'empêcher l'instauration d'une entité kurde autonome, qui aurait pu constituer un modèle pour les Kurdes de Turquie. Ankara instrumentalisait en outre le soutien aux Turkmènes d'Irak pour justifier l'ingérence dans les affaires internes irakiennes. Cependant, cette méfiance a commencé à se modifier graduellement. Du côté turc, la reconnaissance du GRK par la Constitution irakienne de 2005 et les faibles résultats des partis turkmènes aux élections législatives de la même année ont marqué le début de la remise en question de cette politique. Du côté kurde, les difficiles relations entre Erbil et Bagdad, du fait de l'enjeu du contrôle des hydrocarbures et des territoires contestés, ont amené les Kurdes à se tourner vers la Turquie pour chercher des alliés.

Ce positionnement de la part de la Turquie et du Kurdistan irakien a induit de nouvelles dynamiques transnationales. Ainsi, on constate une forte croissance des échanges commerciaux (la Turquie est le premier exportateur vers le Kurdistan irakien, et 1 500 entreprises y sont désormais installées, alors qu'elles étaient moins de 500 en 2009). Les échanges incluent aussi d'autres aspects comme des partenariats universitaires.

En ce qui concerne la stratégie sécuritaire régionale, Ankara et Erbil partagent les mêmes approches sur le gouvernement irakien et le Parti de l'union démocratique de Syrie (PYD) à l'égard duquel ils ont mis en place une politique d'endiguement. En septembre 2013, à cause de la montée des tensions entre le PDK et le PYD, Erbil a décrété la fermeture du pont de Simalka, point de passage entre les Kurdistan syrien et irakien. Ankara et Erbil ont également critiqué, à la fin de la même année, la déclaration unilatérale du PYD concernant

l'instauration des gouvernements autonomes à Afrin, Kobané et Cizire. Ces positions répondent aussi à la volonté d'Ankara et du GRK de réduire le renforcement de l'influence du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et de son extension syrienne, le PYD, dans la région.

L'économie du Kurdistan irakien dépend largement des investissements et des produits turcs. De plus, la Turquie représente la seule ouverture sur la Méditerranée et l'Europe. Malgré les pressions de Bagdad, le GRK a effectivement réussi à exporter directement son pétrole brut. Pour la Turquie, qui dépend presque totalement des hydrocarbures iraniens et russes, cela représente une source alternative d'approvisionnement non négligeable. L'énergie a depuis longtemps constitué le moteur de cette coopération entre la Turquie et le Kurdistan irakien, puisque, dans les années 1990, la contrebande de pétrole représentait près de 85% des revenus du GRK. En novembre 2013, Ankara et Erbil ont signé une série d'accords sur la question et commencé l'acheminement et le stockage de pétrole dans le terminal turc de Ceyhan. Pourtant, bien que l'exportation de pétrole fût censée renforcer l'autonomie financière du Kurdistan irakien, les résultats montrent, un an après, que les difficultés économiques du GRK se sont amplifiées. Sur les 30 millions de barils exportés à travers la Turquie, le GRK n'a perçu que 2 milliards de dollars. La chute des prix mondiaux du pétrole va pénaliser encore davantage le GRK, tout en bénéficiant à des importateurs comme la Turquie.

Ankara exerce un contrôle important sur le secteur énergétique du Kurdistan irakien, voire sur l'économie de la région. Erbil a emprunté plusieurs milliards de dollars à Ankara et à des investisseurs privés au cours des derniers mois. Selon des sources locales, la Turquie a récemment payé deux mois des salaires des fonctionnaires du GRK et gère les revenus pétroliers du GRK dans un compte dédié ouvert à la Halkbank turque.

Ces relations entre la Turquie et le Kurdistan irakien ont suscité l'inquiétude d'une partie de la population kurde qui craint désormais que l'influence turque ne soit allée trop loin. Cependant, les Kurdes irakiens ne sont pas en situation de contester Ankara à moins de porter atteinte à leurs intérêts économiques.

## Relations actuelles

### ***Le Kurdistan d'Irak client de la Turquie***

Il y a quelques mois, des analystes politiques et certains médias prédisaient la création d'un État kurde indépendant dans un délai proche. Selon eux, les revenus pétroliers étaient suffisants pour permettre au GRK de prendre cette décision. Les accords énergétiques entre Ankara et Erbil déjà mentionnés, la guerre froide entre Recep Tayyip Erdoğan et l'ancien premier ministre irakien Nouri al-Maliki et les intérêts des entreprises pétrolières ont alimenté ces spéculations.

Plusieurs éléments viennent toutefois contredire ces prévisions. Les avancées de l'organisation État islamique et le refus de la Turquie de soutenir militairement le Kurdistan ont tendu les relations avec le GRK, tandis que Bagdad et Ankara se rapprochaient. En outre, la dépendance plus importante du GRK à l'égard d'Ankara, du fait notamment de la menace de l'organisation État islamique sur les ressources en hydrocarbures, éloignent le Kurdistan d'Irak de l'indépendance.

### ***Reconfigurations politiques et militaires***

Les événements des derniers mois et les défaites essuyées par les *peshmergas* du PDK ont porté atteinte à la crédibilité de Massoud Barzani. Un des principaux partis de l'opposition, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), rival historique du PDK, a critiqué à maintes reprises Barzani et son parti, considérés comme des forces réactionnaires. Certaines sources estiment même que le PDK aurait provoqué les massacres des Yézidis en août 2014 en échange d'un contrôle des territoires occupés par ces derniers. Le PDK a mené un double discours, restant publiquement muet sur sa relation avec la Turquie, alors qu'en privé il y a visiblement eu une refonte des relations Ankara-PDK, qui a amené ce dernier à chercher une coopération militaire et stratégique avec les pays du Golfe. En outre, les appuis militaires des pays européens (notamment l'Allemagne et le Royaume-Uni) ont été survalorisés dans la presse proche du PDK pour montrer que ce parti avait des alliés puissants et diversifiés. Cela constituait un clair message à l'attention des détracteurs du PDK et de la Turquie.

Toutefois la période la plus récente permet de constater que le GRK et la Turquie cherchent à minimiser leurs divergences, sous la pression notable des États Unis, qui tentent de préserver la stabilité des relations entre les deux voisins. La visite d'Ahmet Davutoğlu au Kurdistan d'Irak en novembre 2014 a confirmé l'engagement turc sur les plans économique et politique régionaux. Ahmet Davutoğlu a également ajouté une dimension sécuritaire en envoyant des conseillers militaires turcs pour former les *peshmergas* kurdes.

### ***Le rôle de l'Iran***

L'Iran joue un rôle clé à travers sa traditionnelle alliance avec l'UPK. Cette dernière dépend politiquement de Téhéran, qui joue le rôle de médiateur avec Bagdad, ainsi que militairement pour le contrôle et la reprise des territoires dans le gouvernorat de Kirkuk. Cette dichotomie PDK-Turquie et UPK-Iran a été facilité par le retrait des États Unis des affaires internes kurdes.

Le PDK et l'UPK ont des bureaux en Turquie, Massoud et Nerchivan Barzani s'y rendent régulièrement. Cependant, Ankara n'a pas autorisé le GRK à ouvrir un bureau sur son territoire, alors que celui-ci a un bureau officiel à Téhéran, reconnu par le gouvernement iranien. C'est en outre l'Iran qui a collaboré militairement avec le GRK pour lutter contre l'organisation État islamique. Ce rôle a été publiquement reconnu par Massoud Barzani lors d'une conférence de presse commune avec le ministre iranien des Affaires étrangères. L'Iran est ainsi devenu le principal bénéficiaire de la crise irakienne, ce qui a permis à l'UPK de se réaffirmer et critiquer plus fortement les relations du PDK avec la Turquie.

### ***Le retour de Bagdad***

On se souvient que les relations entre Ankara et Bagdad étaient très tendues sous l'ancien premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, qui accusait la Turquie d'agiter la minorité sunnite irakienne et de contribuer à la division du pays en signant des accords énergétiques avec le GRK. La visite d'Ahmet Davutoğlu à Bagdad en novembre 2014 a permis d'améliorer les relations entre les deux pays. Lors de sa conférence de presse, ce dernier a notamment



souligné l'importance d'un Irak unifié et les enjeux sécuritaires communs.

Cependant, les liens entre Ankara et Erbil restent un sujet épineux entre la Turquie et l'Irak. Ibrahim al-Jaafari, ministre irakien des Affaires étrangères, a déclaré le 7 novembre à Ankara que l'Irak attendait encore de recevoir l'argent provenant de la vente de pétrole par le GRK et déposé dans les banques turques. Ankara a pour sa part justifié l'autorisation donnée au GRK d'expédier le pétrole *via* Ceyhan par le non-respect du gouvernement d'al-Maliki de la disposition constitutionnelle relative à la répartition proportionnelle des revenus pétroliers entre le gouvernement central et le GRK. Ankara a néanmoins ajouté espérer qu'Erbil et Bagdad puissent résoudre leurs différends et normaliser la situation dans les meilleurs délais.

Comme semblent l'indiquer les récentes visites de Davutoğlu, le nouveau gouvernement irakien semble avoir compris que les relations de la Turquie avec Bagdad et Erbil ne sont pas incompatibles, mais complémentaires.

### **SYNTHÈSE DES THÈMES ABORDÉS PAR KADRI GÜRSEL**

L'émergence de Daesh au Moyen-Orient, symbolisée par la prise de Mossoul le 11 janvier 2014, a radicalement modifié l'équation régionale, non seulement en Irak, mais plus profondément encore en Syrie.

La Turquie a joué un rôle dans l'émergence de Daesh en négligeant consciemment la sécurité de ses frontières pour mener à bien sa politique en Syrie. Cette politique syrienne de la Turquie avait pour objectif de faire tomber le régime de Bachar al-Assad. Il était nécessaire pour la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, de faciliter la porosité des frontières avec la Syrie afin de favoriser le passage des djihadistes internationaux qui ont pu se mélanger aux populations civiles et voyager librement. Ceux-ci ont transformé la zone frontalière en « autoroute de djihadistes » dans les deux sens. De plus, les djihadistes et les groupes opposants armés ont pu établir des bases arrière en territoire turc et bénéficier de soins médicaux dans les hôpitaux turcs. Des enregistrements sonores obtenus clandestinement d'une réunion tenue en mars 2013 au sein du ministère des Affaires

étrangères turc, révèlent un appui logistique quantitatif et qualitatif fourni par la Turquie aux djihadistes et rebelles syriens. En résumé, sans la Turquie, l'avancée de Daesh en Irak n'aurait pas été aussi facile.

Ensuite, la Turquie a instrumentalisé les réfugiés syriens en vue de faire tomber le régime de Bachar al-Assad. En effet, quand le gouvernement turc a décidé de s'engager contre le régime de ce dernier au milieu de l'année 2012, il a consciemment choisi de fabriquer une « crise des réfugiés » en se montrant très volontaire dans l'accueil des réfugiés syriens. Il souhaitait l'arrivée massive de réfugiés afin de d'établir des zones de sécurité et des zones d'exclusion aérienne, avec l'appui des alliés occidentaux, pour faire tomber le régime. Le ministre des Affaires étrangères avait alors fixé la limite à 100 000 réfugiés. Il y en aurait aujourd'hui environ 1,6 million dont seulement 400 000 dans des camps *ad hoc*, ce qui constitue une menace pour la paix sociale et la situation économique en Turquie.

### **Erreurs et faiblesses de la politique syrienne de la Turquie**

Tout d'abord, l'analyse de base qui consistait à penser que le régime syrien tomberait en quelques mois, voire en quelques semaines, était fautive. En conséquence, la politique syrienne de la Turquie était condamnée à échouer. Ce manque de perception, de vision et de maîtrise des enjeux politiques régionaux, résulte fondamentalement du manque de capacités d'analyse de l'AKP, mais aussi de celle des kémalistes : incapacités militaire, diplomatique, économique, sociale et culturelle. Ainsi, la Turquie a abordé la gestion de la crise syrienne à travers des considérations d'ordre culturel, religieux et culturaliste. Ce prisme déformé a induit une erreur dans l'analyse de fond des processus en cours.

La Turquie n'a eu ni une politique de sécurité nationale ni une politique kurde cohérentes. Le gouvernement turc a théorisé ses antagonismes avec le régime baasiste et s'est considéré comme en situation de guerre. Les dirigeants turcs étaient si farouchement opposés au régime syrien qu'ils en ont perdu toute mesure. Ils ont ainsi utilisé les djihadistes dans leur guerre par procuration contre les cantons kurdes. Le gouvernement n'a jamais pris conscience du fait que cette guerre par procuration à l'encontre du PYD, extension idéologique du PKK en Syrie, rendait impossible la paix avec les Kurdes de Turquie qui se

reconnaissent dans le PKK. La Turquie s'est opposée à l'autonomisation des cantons kurdes dès juillet 2012, et a pris position contre la régionalisation de la question kurde. La Turquie suit ainsi une politique schizophrénique en négociant avec le PKK et en luttant contre le PYD.

Elle a ouvert la troisième étape du processus de paix avec les Kurdes de Turquie, en se basant sur le seul capital politique autochtone dont elle disposait, Abdullah Öcalan, le leader du PKK, avec lequel elle a mis en place une formule de négociation. Toutefois, on peut considérer que ce n'est pas véritablement une négociation politique mais davantage un dialogue clientéliste.

### **Actions menées par la Turquie contre Daesh**

La Turquie ne fait pas véritablement partie de la coalition formée contre Daesh mais elle est plutôt une collaboratrice réticente. La Turquie joue sur cette politique d'ambiguïté. Elle continue fondamentalement à être obsédée par la chute du régime syrien, qui n'est ni le souci ni l'objectif de la coalition anti-Daesh. Pour la coalition, le souci est dorénavant d'intégrer le régime syrien dans un processus politique en vue de résoudre le conflit. La Turquie met en place des mesures de sécurité : équipement et formation d'opposants modérés, coopération avec les Occidentaux contre le passage des djihadistes à la frontière turco-syrienne, tout en ayant toujours l'idée fixe de faire tomber le régime syrien. Ainsi, elle refuse d'ouvrir sa base aérienne d'Incirlik aux avions de la coalition, car elle pose comme condition l'intégration d'une stratégie politique pour faire tomber le régime syrien. Or, sans l'ouverture des bases turques, l'opération contre Daesh, qui est une opération minimaliste et *ad hoc*, ne peut être menée efficacement.

En conclusion, la Turquie est si obsédée par le régime syrien, qu'elle en a perdu ses repères. Elle est de plus en plus ostracisée dans le monde, notamment auprès de l'alliance occidentale, et a perdu sa voix dans une future table de négociations. La Turquie risque de subir les coûts économiques de sa politique pendant au moins une décennie et fait face à de graves enjeux sécuritaires : menace terroriste et risques d'exacerbation de la question kurde, telles que les émeutes sanglantes liées à Kobané l'ont démontré.

## **SYNTHÈSE DES DÉBATS**

### **Les relations de la Turquie avec les acteurs régionaux**

#### ***Le gouvernement syrien***

Un participant s'est demandé quelles étaient les raisons du changement radical des relations entre Ankara et Damas, alors qu'il y a quelques années Recep Tayyip Erdoğan avait déclaré que la Turquie et la Syrie formaient un seul pays. Kadri Gürsel considère qu'il n'y a aucune contradiction dans la politique extérieure turque à ce propos. Recep Tayyip Erdoğan voulait une intégration plus forte avec la Syrie alors que, pour sa part, Bachar al-Assad s'était montré plutôt réticent. Du point de vue d'Ankara, le soulèvement syrien ouvrait la possibilité de remplacer le régime baasiste par un gouvernement islamiste plus proche de ses intérêts. Ce paramètre explique aussi pourquoi la Turquie a permis le passage de djihadistes vers la Syrie en leur ouvrant sa frontière. Kadri Gürsel considère que la Turquie est seule responsable de cette politique car, même si plusieurs pays occidentaux se sont opposés au régime de Bachar al-Assad, la Turquie est allée plus loin que ses alliés et a agi de façon autonome.

#### ***L'organisation État islamique***

Considérant que cette stratégie de soutien indirect aux islamistes n'a, jusqu'alors, pas abouti et que la Turquie a contribué à l'émergence de l'organisation État islamique (EI), un participant s'interroge sur la réaction du gouvernement turc face à l'EI. Selon Kadri Gürsel, le gouvernement et certains médias normalisent l'EI. En effet, à leurs yeux, l'EI est considéré comme un agent de rationalisation des frontières régionales qui avaient été imposées durant la Première Guerre mondiale<sup>1</sup>. Kadri Gürsel estime que ce discours est extrêmement dangereux car il légitime l'EI. On ne peut affirmer que le gouvernement turc a directement soutenu l'Organisation État islamique mais sa politique a clairement contribué à son

---

<sup>1</sup> Notamment les accords Sykes-Picot, signés entre la France et le Royaume-Uni en 1916 pour se partager le Moyen-Orient.

renforcement.

Interrogé sur le rôle que les élections législatives de 2015 peuvent jouer dans la définition de cette politique extérieure, Kadri Gürsel rappelle que les sondages indiquent que, majoritairement, l'opinion publique ne soutient pas une guerre ouverte en Syrie. Toutefois, s'il y avait une attaque directe contre la Turquie et que les Forces armées devaient être mobilisées, la crise syrienne deviendrait un sujet plus central et pourrait alors influencer les élections législatives.

### ***Le Kurdistan irakien***

Anne Hagood constate qu'il y a eu un refroidissement des relations entre la Turquie et le Kurdistan irakien, même si Ankara continue à être le principal partenaire commercial de cette région. Selon un participant, ce changement pourrait s'expliquer par la prise de Kirkouk par les Kurdes. Cet évènement signifierait, aux yeux d'Ankara, qu'un État kurde est désormais possible grâce aux hydrocarbures présents dans la région. La personnalité de Recep Tayyip Erdoğan peut également avoir joué un rôle au vu du ton de ses déclarations, parfois peu diplomatiques.

Cependant, Anne Hagood estime que le refroidissement des relations répond plutôt aux évolutions politiques internes des Kurdes irakiens. À partir de 2007, on observe une unification administrative au Kurdistan irakien. Au même moment, le PDK s'est rapproché de la Turquie afin de renforcer son rayonnement international, tandis que l'UPK est resté proche de l'Iran. Il faut aussi prendre en compte le fait que la Turquie a suivi une politique d'appui aux Turkmènes de la région avec le soutien du PDK. Dans ce contexte, lorsque le PDK a essayé de se repositionner à Kirkouk (ville historique pour les Kurdes et actuellement sous le contrôle de l'UPK), l'UPK s'est montrée plus hostile envers la Turquie pour ainsi délégitimer le PDK. Cela explique pourquoi les relations avec Ankara ont connu une relative dégradation.

En ce qui concerne le facteur lié aux diverses personnalités, Anne Hagood considère que Massoud Barzani a perdu beaucoup de crédibilité parmi les Kurdes irakiens, principalement à cause de sa promesse, maintes fois affirmée, d'organiser un referendum d'indépendance,

mais qui n'a jamais pu se réaliser. Il est l'incarnation d'une génération très idéologique, alors que son neveu Nerchivan est plus pragmatique et prêt à négocier avec l'Iran.

### ***Les Frères musulmans et Israël***

Interrogé sur le rôle des Frères musulmans en Turquie, Kadri Gürsel considère qu'ils ont inspiré la naissance du mouvement islamiste turc dans les années 1960. Ultérieurement, le gouvernement de l'AKP a instrumentalisé la question palestinienne et une certaine opposition à Israël pour se faire une place au sein de l'échiquier musulman régional. Enfin sur la Syrie, la logique de Recep Tayyip Erdoğan est de faire tomber le régime de Bachar al-Assad de façon à ce que les Frères musulmans prennent le pouvoir.

Ces différends avec Israël ont une base idéologique mais aussi clairement géopolitique. Cette dernière s'exprime par la volonté turque d'instaurer un nouvel ordre régional basé sur des principes islamistes. Les bonnes relations que la Turquie entretenait dans les années 1990 avec Israël sont devenues un obstacle pour la poursuite de cet objectif et Ankara s'est donc distancée de Tel-Aviv afin de gagner le soutien des acteurs islamistes. De plus, les soulèvements arabes à partir de 2011, renforcent, selon le gouvernement turc, la possibilité de créer un nouvel ordre islamiste au sein duquel la Turquie serait le pays le plus puissant. Anne Hagood précise toutefois qu'en Irak, la Turquie a modéré sa politique sectaire de soutien aux sunnites et s'est rapprochée du gouvernement de Bagdad. Elle estime que cela répond à cette nouvelle stratégie de repositionnement régional.

### ***La position des Forces armées turques face à la crise syrienne***

Compte tenu du rôle que l'institution militaire turque a traditionnellement joué dans la vie politique turque, l'un des participants s'interroge sur son appréciation du cours de la politique extérieure du gouvernement AKP et en particulier comment elle a réagi à l'erreur stratégique de laisser passer les djihadistes à la frontière turco-syrienne. Selon Kadri Gürsel, les Forces armées turques sont très réticentes à une participation aux décisions du gouvernement turc. L'institution militaire se trouve isolée et a désormais peu d'influence sur l'élaboration de la politique extérieure turque. Le gouvernement a utilisé les services de

renseignement en tant que forces d'opération en Syrie pour approcher les opposants de Bachar al-Assad car les Forces armées avaient refusé d'y participer.

### ***Les rapports du nouveau gouvernement irakien à l'égard des minorités***

Anne Hagood considère que le nouveau gouvernement irakien s'est montré pour le moins réticent à modifier sa politique à l'égard des minorités du pays car, en réalité, Nuri al-Maliki et Haïder al-Abadi sont issus de la même matrice idéologique, sont membres du même parti, et partagent la même vision stratégique. Al-Abadi a ainsi décidé de retirer les 17% du budget irakien qui devait revenir au Kurdistan. Cependant, il est vrai qu'il s'est montré plus apte au compromis politique que Nuri al-Maliki.

En ce qui concerne une possible division de l'Irak, Anne Hagood ne l'envisage pas car il y a, selon elle, de nombreuses divisions au sein même des camps sunnite et chiite. Selon elle, l'Irak restera uni sous le contrôle de l'Iran.

### ***Le rôle du Hezbollah turc***

En ce qui concerne le Hezbollah turc, Kadri Gürsel rappelle que, dans les années 1990, le PKK fut en guerre contre cette organisation sunnite. Il a également souligné qu'aujourd'hui, la plupart des morts au cours des manifestations organisées par les kurdistes en soutien à Kobané ont résulté des heurts entre les sympathisants du PKK et du Hezbollah. Dans ce cadre, il estime que les affrontements entre les deux organisations vont se poursuivre. Concernant les liens du Hezbollah avec l'Iran, il n'existe aucune information avérée à ce sujet. Kadri Gürsel considère qu'elles n'existent pas considérant que le Hezbollah est d'obédience strictement sunnite.

### ***La situation des alévis***

Interrogé sur ce sujet, Kadri Gürsel considère que la situation des alévis en Turquie s'est dégradée au cours des dernières années. Bien que le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan reconnaisse leur existence, les alévis sont exclus du système politique pour des raisons idéologiques et de politique discriminatoire à leur égard. Au niveau strictement

religieux leurs lieux de culte les cemevi ne sont pas reconnus comme tels. Kadri Gürsel s'est montré pessimiste à ce sujet considérant que la situation des alévis ne pourra pas changer si les islamistes restent au pouvoir.

### ***La bataille de Kobané***

Selon les sources du PYD, ce dernier contrôlerait actuellement 90% de la ville. Kadri Gürsel ne pense pas que Kobané tombera aux mains de l'organisation État islamique en raison de la forte résistance kurde. Il estime donc, que la situation va, à terme, se stabiliser. Cependant, selon lui, la chute de la ville ne changerait en réalité que fort peu l'équilibre régional des forces. ■



## **TURBULENCES POLITIQUES RÉGIONALES : LA TURQUIE PRISE AU PIÈGE ?**

*Compte-rendu du 11<sup>e</sup> séminaire organisé le 27 novembre 2014 à Paris, avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie.*

### **BIOGRAPHIE DES INTERVENANTS**

#### **Anne HAGOOD**

Anne Hagood est actuellement chercheuse invitée à l'Institut de recherche sur le Moyen-Orient (Middle East Resarch Institute – MERI). Avant de rejoindre le MERI, Anne Hagood a encadré, au sein de l'US Civil Service and Defence Civilians, plusieurs missions dans des environnements complexes et instables, comme par exemple les Bases d'opérations avancées (Forward Operating Bases) en Irak.

Avant cette expérience, Anne Hagood était rédactrice en chef de la société Layalina Productions, fournissant des analyses de discours sur l'Amérique dans les médias arabes. Elle s'est aussi spécialisée sur la conception et le développement d'une série de projets de diplomatie publique concernant les communautés musulmanes aux Etats-Unis.

Actuellement, les principaux thèmes de recherche de Anne Hagood se focalisent sur les processus de radicalisation, de gouvernance, les phénomènes sectaires et le processus de construction nationale en Irak. Elle finalise sa thèse doctorale au sein du King's College de Londres sur les dynamiques sectaires et de dé-ba'athification en Irak entre 2003 et 2010.

Anne Hagood possède une licence en Anthropologie et Etudes hispaniques au sein de la Queen's University (Belfast), ainsi qu'un master de l'ISTI en Relations internationales et traduction.

Anne Hagood est l'auteure de nombreux articles sur les développements géopolitiques et sectaires en Irak et au Moyen-Orient.

#### **Kadri GÜRSEL**

Kadri Gürsel est chroniqueur au journal turc *Milliyet* depuis 2007. Il écrit aussi pour *al-monitor.com*. Il s'est spécialisé sur la politique extérieure turque, la politique internationale,

la liberté de la presse, le Kurdistan turc, ainsi que l'évolution de l'islam politique en Turquie et ses impacts nationaux et régionaux.

Avant de devenir chroniqueur à temps complet, il fut, entre 1999 et 2007, éditeur chargé du bureau des questions internationales au *Milliyet*.

Kadri Gürsel a rejoint le groupe d'édition *Milliyet* en 1997 en tant que vice-rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Arti-Haber*.

Il fut aussi le correspondant local de l'Agence France-Presse à Istanbul pendant 5 ans (1993-1997).

Durant cette période, il fut kidnappé par le PKK en 1995 au Sud-Est de la Turquie. Il a conté cette mésaventure, qui s'est prolongée pendant 26 jours, dans le livre intitulé « Dağdakiler » (*Ceux des montagnes*), publié en 1996. Le livre contient des observations et analyses de première main sur la vie quotidienne du PKK, sa lutte armée et sa pensée.

Kadri Gürsel est journaliste depuis 1986.

Il préside aussi le président du Comité national turc de l'Institut international de la presse.

Kadri Gürsel est né à Istanbul en 1961.

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE / NOVEMBRE 2014

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur - 75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org